

CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE

MARCHE DE PRESTATION D'ENCODAGE DES BADGES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DES EQUIPEMENTS DE SURETE DE FRANCE TRAVAIL

N° DE CONSULTATION

007.25

Sommaire

1.	PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL	3
2.	CONTEXTE	4
3.	OBJET DU MARCHE	5
3.1.	Libellé et description du marché	5
3.2.	Périmètre du marché	5
4.	VOLUMETRIE	5
5.	DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES	5
5.1.	Objectif des prestations	5
5.2.	Caractéristiques techniques / modalités d'exécution des prestations	6
5.2.1.	Pré requis	6
5.2.2.	Contenu de la prestation	6
5.2.3.	Durée de la prestation	10
5.2.4.	Moyens et compétences nécessaires	10
5.3.	Attentes particulières vis-à-vis du titulaire	11
5.3.1.	Devoir de conseil	11
5.3.2.	Devoir d'information	11
5.3.3.	Exigences environnementales	11
6.	MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE	12
6.1.	Interlocuteurs du titulaire auprès de France Travail	12
6.2.	Interlocuteurs de France Travail auprès du titulaire	12
6.3.	Instances de pilotage et de suivi	12
6.4.	Éléments de reporting	13
7.	OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS	13
7.1.	Contrôles à la charge du titulaire	13
7.2.	Contrôles réalisés par France Travail	14

1. PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL

Acteur majeur du marché de l'emploi en France, France Travail est un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, et soumis aux règles comptables applicables aux entreprises industrielles et commerciales. Son directeur général est nommé en conseil des ministres.

France Travail est administré par un conseil d'administration, son action s'appuie sur une direction générale, et une organisation déconcentrée.

Une convention pluriannuelle d'objectifs et de gestion conclue entre l'État, l'Unedic et France Travail, définit les objectifs assignés à France Travail au regard de la situation de l'emploi et des moyens prévisionnels qui lui sont alloués par l'Unedic et l'État.

En matière d'achat, France Travail est soumis aux dispositions de Code de la commande publique.

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024. Cette transformation, qui n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 21 établissements. La Direction Programme Equipements de Sûreté de France Travail, rattachée à la Direction Générale, a pour mission de déployer la politique sûreté afin de renforcer la sécurité des agents, demandeurs d'emploi, partenaires et prestataires au sein de chacun des sites. Le renforcement de la sécurité des espaces passe notamment par une réorganisation des espaces, la mise en place de dispositifs bâtimentaires renforcés et un déploiement d'équipements technologiques de sûreté.

2. CONTEXTE

Dans le cadre du déploiement du Programme des équipements de Sûreté et notamment le volet gestion des accès physiques des Systèmes technologiques de Sûreté, France Travail souhaite disposer d'un accompagnement spécialisé pour la mise en œuvre d'un projet d'encodage de badges afin de répondre aux enjeux de sécurité.

Les grandes étapes du contrôle d'accès se décomposent comme suit :

- **Définition de la charte d'encodage** : la charte d'encodage fixe les standards, règles et politiques de sécurité pour l'encodage des badges. Elle assure la cohérence et la sécurité des accès en encadrant les pratiques et en définissant les niveaux de permissions. La charte permet de définir les méthodes d'encodage et le niveau de sécurité associé pour les différentes applications utilisées avec le badge.
- **Création et gestion des clés de sécurité** : La gestion des clés consiste en la création et le contrôle des clés cryptographiques, utilisées pour l'encodage et le déchiffrement des informations contenues sur les badges. Elle est essentielle pour garantir l'intégrité et la confidentialité des données. France Travail doit maîtriser ce processus pour garantir le niveau de sécurité défini dans sa Politique de sécurité SI et son indépendance vis à vis des intégrateurs des solutions techniques. La gestion du contrôle d'accès par encodage implique plusieurs phases structurées, chacune visant à garantir une sécurité optimale et un usage efficient des ressources.
- **Approvisionnement des badges** : Les badges sont approvisionnés selon les caractéristiques et le niveau de sécurité définis par France Travail.
- **Encodage des badges** : L'encodage vise à protéger les données contenues dans les badges en utilisant des clés sécurisées et d'empêcher la duplication des badges selon les recommandations détaillées dans le guide de l'ANSSI : « recommandations sur la sécurisation des systèmes de contrôle d'accès physique et de vidéoprotection v2.1 » d'octobre 2023.
- **Enrôlement des badges** : L'enrôlement correspond à l'allocation des droits à un badge et une personne.

3. OBJET DU MARCHÉ

3.1. LIBELLE ET DESCRIPTION DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'encodage des badges de France Travail dans le cadre du Programme des Equipements de Sureté. Une partie des badges sera également enrôlée.

3.2. PERIMETRE DU MARCHÉ

Le marché doit permettre l'encodage des badges pour l'ensemble des établissements et directions régionales de France Travail. Sur le plan géographique, le projet est centralisé par la Direction Générale de France Travail située à Paris.

La mission se déroulera pour partie dans les locaux de la Direction Générale de France Travail à Paris auprès de l'Officier de Sécurité ainsi que dans les locaux du prestataire. Des déplacements seront également à prévoir sur les sites des datacenters de la Direction des Systèmes d'Information ainsi que sur des sites France Travail pour assister l'Officier de Sécurité et les titulaires lors des cérémonies des clés. Les badges encodés (et enrôlés pour partie) sont à livrer en un point au prestataire de logistique de France Travail situé à Montataire (60).

4. VOLUMETRIE

Le volume de badges à encoder est de 150 000 badges parmi lesquels 100 000 seront également enrôlés.

5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES

5.1. OBJECTIF DES PRESTATIONS

L'objectif principal est de garantir un encodage fiable, adapté aux spécifications techniques et opérationnelles de France Travail, tout en s'assurant de la robustesse des solutions retenues.

Les règles liées à l'encodage pour les différentes applications (contrôle d'accès et autres applicatifs) sont décrites dans la charte d'encodage. Une première version de cette charte a été définie par France Travail en février 2024 dont la revue, l'adaptation des outils et processus (en fonction des besoins spécifiques de France Travail) et la

réalisation des tests sur des solutions envisagées sont à prendre en charge par le titulaire au titre de l'UO2.

Le titulaire devra s'assurer de l'implémentation de l'encodage et de sa compatibilité sur les trois systèmes de contrôles d'accès du programme des Equipements de sureté et sur les trois lots de la prestation :

- Lot 1 et Lot 2 en France Métropolitaine, chaque titulaire utilisant une solution Synchronic
- Lot 3 en DROM, où le titulaire utilise la solution TIL

Le prestataire est garant de l'encodage physique des 150 000 badges, de l'enrôlement de 100 000 d'entre eux et de leur distribution, livrés en un point sur le site du prestataire de logistique de France Travail situé à Montataire (60), selon les exigences logistiques définies ci-après.

5.2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES / MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.2.1. Pré requis

Dans le cadre de l'exécution de la prestation les pré-requis techniques sont les suivants :

- **Technologie des badges** : Les badges utilisés dans le cadre de la prestation sont de technologie MIFARE DESFire V3.
- **Caractéristiques des badges** : Les badges déployés par France Travail sont multi-applications : gestion du contrôle d'accès et autres applicatifs n'ayant pas les mêmes contraintes de sécurité (ex : gestion du temps, impression, parc automobile...).
- **Système de contrôle d'accès** : les deux systèmes de gestion de contrôle d'accès sont SYNCHRONIC (pour les titulaires des lots 1 et 2) et TIL (pour le titulaire du lot 3)
- **Outil de génération et gestion des clés** : Dans le cadre de ce projet, une étude a été réalisée avec la DSI de France Travail concernant les éditeurs de logiciel de génération de clés. Il en ressort que la solution LEOSAC ou une solution présentant les mêmes fonctionnalités est à privilégier afin de répondre au besoin de France Travail.

5.2.2. Contenu de la prestation

Dans le cadre de la prestation commandée, le Titulaire doit être en mesure de fournir une réponse à l'ensemble des exigences suivantes dans les délais précisés au paragraphe 5.2.3 « Durée de la prestation » :

- Une prestation d'accompagnement de type gestion de projet pour assister France Travail tant au niveau organisationnel que technique.
- L'adaptation de la charte d'encodage que le titulaire aura soumis à validation à l'équipe programme France Travail après avoir vérifié la compatibilité avec le cadre d'utilisation (applications utilisables grâce au badge encodé et enrôlé). La simplification de la charte existante permettra de proposer un document aligné sur les besoins opérationnels et les outils en place (TIL et SYNCHRONIC).
- Des outils techniques (LEOSAC ou équivalent, TIL et SYNCHRONIC) déployés et opérationnels, permettant une gestion fluide et sécurisée de l'encodage des badges.
- Un rapport complet sur les tests réalisés (test du bon fonctionnement d'un panel de badges encodés et enrôlés en environnement France Travail), incluant des conclusions claires pour une prise de décision.
- Des procédures détaillées pour permettre à France Travail d'être autonome en matière d'utilisation des outils mis à disposition (génération et transmission sécurisée des clés) et dans la réalisation éventuelle d'encodage de badges a posteriori.

Ainsi, la prestation se décompose selon les étapes ci-dessous auxquelles sont associés différents livrables.

1. Revue et actualisation de la charte d'encodage :

Analyse et mise à jour de la charte d'encodage existante

- ✓ Proposition d'adaptations en fonction des besoins spécifiques identifiés par France Travail
- ✓ Élaboration de modèles d'encodage personnalisés pour répondre aux exigences opérationnelles et techniques.

Livrable attendu : charte d'encodage mise à jour

Délai associé : 5 jours ouvrés à compter de la fourniture de la charte actuelle.

2. Préconisations et assistance technique

- a. Préconisations d'organisation pour la production, le stockage et la diffusion des clés de chiffrement
- b. Préconisations et recommandations pour mettre en œuvre les meilleures pratiques de sécurité pour les opérations d'encodage notamment concernant l'hébergement et l'exploitation des solutions
- c. Préconisations pour l'organisation des opérations en mode projet puis en mode pérenne entre les différents acteurs (Programme des Equipements de Sureté, DSI, Direction de la Maîtrise des Risques et de la Sécurité et acteurs Sureté Régionaux : Responsables Régionaux Sûreté et Chargés de Sécurité)

Livrables attendus : Procédures et mode opératoire pour les opérations d'encodage et d'enrôlement des badges ainsi que les modalités de livraison (conditionnement, moyens et délais notamment)

Délai associé : 5 jours ouvrés à compter du lancement de la prestation.

3. Fourniture et mise en œuvre du logiciel de gestion des clés et d'encodage :

- a. Identification et déploiement de l'infrastructure IT nécessaire :
 - ✓ Matériels hébergés dans les datacenters de la DSI et environnement ad hoc. Les prérequis techniques exprimés par la Direction Générale Adjointe SI (DGA SI) sont détaillés en Annexe 1 de la présente expression de besoin.
 - ✓ Logiciel
- b. Intégration et configuration des solutions
- c. Formation initiale des équipes de France Travail pour une prise en main rapide des outils déployés.
- d. Assistance à l'encodage des SAM (Secure Access Module) et aux cérémonies des clés avec les titulaires
- e. Documentation de l'ensemble des procédures de gestion des clés et d'encodage pour les différents systèmes (TIL et SYNCHRONIC)
- f. Maintien en condition opérationnelle et de sécurité des solutions.

Livrables attendus : Logiciel implémenté en environnement France Travail et guide d'utilisation des outils

Délai associé : 10 jours ouvrés à compter du lancement de la prestation.

4. Ingénierie de production de l'encodage :

- a. Élaboration d'un cahier de tests précis couvrant les trois lots précédemment cités.
- b. Réalisation des tests en conditions réelles (en environnement France Travail) sur ces solutions pour valider leur conformité aux besoins et normes de sécurité

Livrables attendus : Cahier de tests et rapport de tests

Délai associé : 7 jours ouvrés à compter du lancement de la prestation pour le cahier de tests et 3 jours ouvrés à compter de la génération des clés pour le rapport de tests

5. Production de l'encodage des badges

- a. Encodage des puces des badges Mifare Desfire V3
- b. Table de correspondance détaillée entre numéro de badge et les éléments de la charte (pour permettre l'enrôlement en masse)
- c. Emballage et colisage des badges comme suit :
 - ✓ Pour les 100 000 badges encodés et enrôlés : conditionnement et étiquetage par site et colisage regroupé et étiqueté par région
 - ✓ Pour les 50 000 badges encodés : conditionnement et étiquetage par région uniquement

Les étiquettes de chaque colis devront contenir le nom de site et l'adresse associée selon les éléments fournis par France Travail.

- d. Envoi des colis régionaux au site de distribution de France Travail

Livrables attendus : Table de correspondance et colis régionaux livrés au site de distribution France Travail

Délai associé : 15 jours ouvrés à compter de la validation du rapport de tests

6. Enrôlement massif des badges (action logicielle)

- a. Implémentation dans les outils TIL et SYNCHRONIC des listes de droits France Travail
- b. Destruction des listes de droits et éventuels fichiers associés intégrant des données France Travail a posteriori des opérations d'enrôlement massif

Livrable attendu : Justificatif de l'enrôlement des badges et preuve de destruction des listes de droits et fichiers associés

Délai associé : 2 jours ouvrés à compter de la mise à disposition des badges encodés

5.2.3. Durée de la prestation

Les étapes présentées ci-dessus peuvent être parallélisées pour optimiser au mieux aux exigences calendaires fixées par France Travail.

Il est souhaité que l'ensemble de la prestation se déroule dans un délai d'un mois calendaire à compter du lancement de la prestation. Lors de cet événement, la charte d'encodage actuelle sera remise en mains propres au titulaire du présent marché.

5.2.4. Moyens et compétences nécessaires

Profil des intervenants

Le Titulaire propose pour la réalisation des prestations des interlocuteurs dédiés présentant le profil ci-dessous :

- Expertise en solutions d'encodage et gestion des clés numériques,
- Expérience dans l'intégration et le déploiement de solutions d'encodage auprès de clients de taille similaire,
- Capacité à accompagner France Travail sur des problématiques techniques et organisationnelles.

Dans le cadre de cette mission et en particulier pour les échanges avec les Officiers de Sécurité de France Travail, des connaissances et la maîtrise de la réglementation liée au Secret de la Défense Nationale sont un plus.

5.3. ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE

5.3.1. Devoir de conseil

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller France Travail sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, les modalités d'approvisionnement, plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts et à l'efficacité du projet. Cela englobe aussi les éléments concernant la démarche environnementale qu'il est possible de mettre en place.

5.3.2. Devoir d'information

Le titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs nationaux à la Direction Générale de France Travail et plus particulièrement la Direction du Programme des Equipements de Sureté, de toute modification de la réglementation ou de la norme en vigueur pouvant impacter la réalisation de la prestation.

5.3.3. Exigences environnementales

L'exécution des prestations attendues doit s'insérer dans une démarche de protection ou de mise en valeur de l'environnement.

A cet effet, le titulaire s'engage pour l'exécution des prestations attendues à :

- Réduire le nombre d'impressions papier en généralisant le format électronique et en n'imprimant les documents que sur demande expresse de France Travail. En cas d'impression papier, le titulaire utilise du papier recyclé et non blanchi écolabélisé de type « Blue Angel » ou équivalent, en format recto-verso, avec une mise en page réduisant les impressions (2 documents par page, etc.) et une conception de document visant à limiter au maximum la consommation d'encre.
- Réduire et recycler les déchets notamment par le recours aux structures issues de l'économie circulaire spécialisées dans le ramassage, la valorisation et le recyclage des déchets.

- Réduire les déplacements professionnels en privilégiant le travail à distance lorsque cela est possible.

6. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE

6.1. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRES DE FRANCE TRAVAIL

Le titulaire désigne dans sa proposition technique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié de France Travail pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations. Il est en lien avec l'acheteur qui assure le suivi de l'exécution contractuelle du marché à la Direction des achats de France Travail.

Le titulaire met également à disposition de France Travail une équipe dédiée pour traiter des questions liées à la gestion opérationnelle des prestations.

6.2. INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRES DU TITULAIRE

Les interlocuteurs du titulaire au sein de France Travail sont :

- La Directrice et le Directeur Délégué du Programme Equipements de Sureté, ou leur représentant, interlocuteur métier et service gestionnaire du marché ;
- Les représentants dédiés de la Direction des Achats et Marchés : l'acheteur en charge du suivi de l'exécution contractuelle, le responsable de département achats.

6.3. INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

Une **réunion de lancement** du marché réunissant les représentants du titulaire et les interlocuteurs nationaux de France Travail, cités à l'article 6.3.2 ci-dessus, est organisée après la notification du marché par l'acheteur coordinateur de la Direction Achats et Marchés.

Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier précis de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel. Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle des prestations. Cette réunion de lancement a lieu dans les 5 jours ouvrés suivant la notification du marché.

Suite à cette réunion, France Travail communique les éléments suivants au titulaire :

- La charte d'encodage à actualiser
- Les listes pour l'enrôlement massif
- Les dates de mise à disposition des badges à encoder

Des **comités opérationnels de suivi hebdomadaires** (mercredi ou jeudi à privilégier) permettent d'échanger sur l'exécution de la prestation et le respect des jalons du calendrier prévisionnel.

Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes-rendus des réunions sont établis par le titulaire dans les 2 jours ouvrés qui suivent les réunions. Ils sont validés par France Travail (Directrice et Directeur délégué du programme équipements de sûreté).

6.4.ÉLEMENTS DE REPORTING

Le titulaire fournit chaque vendredi à France Travail, les éléments suivants :

- *Avancement des opérations à mener*
- *Actions en cours*
- *Planning actualisé*
- *Difficultés rencontrées et mesures correctives associées*

Ces données sont transmises par mail à l'interlocuteur désigné de France Travail (Directrice et Directeur délégué du programme équipements de sûreté et copie au représentant de l'équipe AMOA désigné).

7. OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

7.1. CONTROLES A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire veille à ce que les normes de qualité mises en œuvre pour l'exécution des prestations attendues soient appliquées sans défaut jusqu'au terme de la prestation dont il est responsable.

Il effectue tous les contrôles de cohérence nécessaires à la bonne réalisation des prestations attendues. Il soumet à France Travail le détail des moyens mis en œuvre et lui fait connaître la procédure qualité activée.

Il veille en particulier à :

- Garantir la traçabilité des opérations
- Proposer un conditionnement permettant de transporter les badges encodés dans des conditions optimales de sécurité et de confidentialité
- N'apposer aucune impression ou marque sur les badges encodés ou encodés / enrôlés

En cas d'incident, le titulaire fournit à France Travail les procédures ou actions correctives mises en œuvre.

7.2. CONTROLES REALISES PAR FRANCE TRAVAIL

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, France Travail se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations.

France Travail se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.